

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 25/3 (1998)

DOI: 10.11588/fr.1998.3.61485

---

#### Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

wurde. Auch der Appeasementpolitik der dreißiger Jahre wird man beim besten Willen kaum Ambitionen nach einer Vorherrschaft unterstellen können. Es erscheint somit zumindest fraglich, Frankreich in dem genannten Zeitraum ein kohärentes und kontinuierliches Streben nach Hegemonie zuschreiben zu wollen. Auch Adamthwaite selber scheint dieser Aussage nicht ganz zu trauen, wenn er feststellt, daß die französische Politik nach dem Ersten Weltkrieg das Potential und die Gelegenheit gehabt habe, »to shape a European settlement«; allein »wanting was the wit and determination« (S. 227).

Adamthwaite versucht die Geschichte der Zwischenkriegszeit gleichsam gegen den Strich zu bürsten und kommt dabei über weite Strecken zu aufschlußreichen Einsichten in strukturelle Schwächen der französischen Diplomatie, Finanzpolitik und Militärstrategie. Diese Defizite waren teils gegeben, teils aber gewiß auch nicht unabänderlich. In seiner Untersuchung, der es gelingt, neue Fragestellungen und Perspektiven zu entwickeln, betont der Autor zu Recht das Fließende und offene Ende der Ereignisse. Der Niedergang Frankreichs in den Jahren nach 1940 war sicher nicht schicksalhaft. Mit der These freilich, daß eine hegemonale Machtposition Frankreichs in Europa dauerhaft möglich gewesen wäre, überspannt Adamthwaite seine anregende Untersuchung.

Michael KLEPSCH, Düsseldorf

Barbara HOPMANN, *Von der MONTAN zur Industrieverwaltungsgesellschaft (IVG) 1916–1951*, Stuttgart (Franz Steiner) 1996, 316 p.

L'ouvrage de Barbara Hopmann – »Von der MONTAN zur Industrieverwaltungsgesellschaft (IVG) 1916–1951« – est issu d'une thèse de doctorat soutenue à Bonn en 1995. L'auteur s'est fixé comme objectif de présenter la complexité de l'histoire d'une société, complexité mise en évidence par les changements constants qui affectent le groupe et par la diversité des activités qui rendent toute classification de la MONTAN difficile. N'est-elle pas à la fois une société immobilière, de service, voire stratégique ou logistique?

Hopmann débute son étude par la fondation de la MONTAN en 1916, et décrit alors le parcours paradoxal d'une société qui, privée au départ (2 pères fondateurs Ernst von Fromm et Otto Kahn), passe ensuite sous la coupe du Reich, puis de la RFA pour être enfin à nouveau privatisée en 1993. L'auteur nous livre cette histoire en quatre tableaux. Elle nous présente d'abord les raisons qui ont permis à cette entreprise privée d'administrer progressivement des industries appartenant à l'armée. Puis elle nous montre comment la MONTAN tombe en 1934/35 dans le giron du Reich, pour décrire dans la foulée ce qui constitue le cœur du travail, à savoir l'évolution de l'entreprise pendant le III<sup>e</sup> Reich. Une troisième partie du livre s'intéresse ensuite au passage délicat qui mène la société de la défaite du Reich à l'IVG en 1951. Les dernières pages survolent enfin l'évolution de cette entreprise nationalisée de la RFA jusqu'à sa privatisation en décembre 1993.

L'ouvrage vient indéniablement combler plusieurs lacunes. D'abord le peu d'intérêt porté jusqu'à présent à la MONTAN méritait d'être réparé. Mais au delà de cet aspect, la thèse de Hopmann vient surtout mettre en valeur les liens complexes qui unissaient les industries d'armement de l'Etat et l'industrie privée. L'auteur s'est appuyé principalement sur les archives provenant de l'IVG AG. Celles-ci ne remontant que jusqu'en 1934/35, elle n'a pu se faire qu'une idée superficielle de la période 1916–1934 (elle le regrette d'ailleurs elle-même). Malgré cela l'ouvrage reste riche d'informations et d'analyses intéressantes. Sur l'origine de la société, par exemple, Hopmann nous invite à voir 1916 comme l'année de naissance de l'entreprise, une naissance que d'autres auteurs situent plus tard, nous expliquant au passage que les pères fondateurs avaient probablement des visées sur la globalité du bassin sidérurgique lorrain. Elle nous présente les préoccupations économiques d'une armée allemande persuadée que le réarmement effectué par une entreprise d'Etat sera plus efficace que si on le

confiait à des industries privées. Mais le secteur concurrentiel a cependant un avantage: il permet d'alléger la charge de l'armée. Si pour la Reichswehr, le primat militaire dans l'économie de guerre ne se discute pas, en revanche l'intéressement du privé (au travers de sociétés dont l'armée serait propriétaire) abaisserait les coûts de production. Intégrée à ce système en 1934, la MONTAN est ensuite réorganisée par le Reich en 1936 et en 1941. En 1936, l'entreprise dispose d'un statut juridique de propriété privée, car cela permet une grande discrétion dans le mécanisme du réarmement. Mais elle n'a plus de moyens financiers propres. Les devoirs des dirigeants du groupe sont d'ailleurs fixés par l'autorité militaire. Cette société écran traverse ainsi la guerre jusqu'en mars 1945. A cette date l'armée confie le groupe au ministère de l'armement et de la production de guerre dirigé par Speer. Avec la défaite, le destin de la MONTAN rejoint celui de nombreuses sociétés allemandes: démontage de certaines usines, réquisition d'autres et épuration du personnel (tous les anciens Nazis sont écartés avant le 31 août 1945). La présence dans la Zone d'Occupation Soviétique de la moitié des intérêts de la MONTAN n'empêche pas la société de renaître en RFA en 1951 sous la forme de la nouvelle IVG. Celle-ci sera, comme le montre la dernière partie, privatisée par une introduction en bourse en 1986 consécutive à une privatisation partielle. Elle préfigurait en fin de compte la privatisation totale de 1993.

Au total on ne peut que remercier Barbara Hopmann pour la rigueur de ce travail. Certaines présentations sont effectuées avec la minutie d'un inventaire. On relèvera la richesse des annexes, tableaux statistiques, organigrammes et cartes, la qualité de cet ensemble documentaire, fort utile pour la compréhension d'un ouvrage parfois ardu (quant aux aspects juridiques des liens indiqués), mais dont l'apport est indispensable à la compréhension de l'économie de guerre du Reich.

Sylvain SCHIRMANN, Strasbourg

Ennio DI NOLFO, *Storia delle relazioni internazionali 1918-1992*, Bari (Laterza) 1995, XX-1431 S. (Manuali Laterza, 44).

Ennio di Nolfo versteht seine ambitionierte, mit 1400 eng beschriebenen Textseiten äußerst breit angelegte Studie als einen ersten Versuch wissenschaftlicher Bilanzierung der Entwicklungen und Veränderungen des internationalen Staatensystems im 20. Jh. Seine aus den Ergebnissen jahrzehntelanger akademischer Beschäftigung mit außenpolitischen Fragestellungen und den Problemen internationaler Politik erwachsene Synthese der »politischen Geschichte der internationalen Beziehungen« (S. X.) zwischen den Jahren 1918 und 1992 erschöpft sich dabei nicht allein in der Darstellung außenpolitischer Handlungsabläufe. Vielmehr werden auch die jeweiligen Strukturbedingungen untersucht, um im Wechselspiel von personal bestimmter Aktion und strukturell bedingter Situation den eigentlichen Motor historischer Entwicklung herausarbeiten zu können. Dem Autor ist beizupflichten, wenn er diese Vorgehensweise vor allem für die Betrachtung des internationalen Staatensystems im 20. Jh. als geboten erachtet. Die traditionelle Diplomatie, so betont er, sei seit dem Ende des Ersten Weltkrieges nicht mehr als Ausdruck aller außenpolitischen Prozesse zu betrachten. Eine Beschränkung allein auf diesen zwar nach wie vor wesentlichen Aspekt der auswärtigen Politik wäre eine methodologische Einengung, die letztlich in die Sackgasse antiquierter Diplomatiegeschichtsschreibung münden würde (S. XI). Dieser Sachkritik folgt eine Zurückweisung des Anspruches der »Strukturgeschichte«, den »forces profondes« einen überragenden Einfluß auf die Entwicklung der Staatenbeziehungen zuzubilligen. Mit Blick auf den Untersuchungsgegenstand hebt der Autor hervor, daß gerade das durch Autonomieverlust der Regierenden, den wachsenden Einfluß der Massen und der technologischen Revolution nicht zuletzt im Bereich der Kommunikation und Information gekennzeichnete 20. Jh. die Unmöglichkeit einer Darstellung der internationalen Beziehun-